

COP24 : "À l'échelle de la planète, nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire pour respecter l'accord de Paris"

Brune Poirson, la secrétaire d'État à la Transition écologique et solidaire, est revenue sur les règles d'application de l'accord de Paris contre le réchauffement climatique, adoptées samedi.

Article rédigé par



[franceinfo](https://www.franceinfo.fr)

Radio France

Publié le 16/12/2018 19:25

Temps de lecture : 2 min.



Brune Poirson, la secrétaire d'État à la Transition écologique et solidaire, le 17 octobre 2018 à l'Élysée. (JACQUES DEMARTHON / AFP)

La [COP24](#) s'est achevée samedi en Pologne sur un [accord entre près de 200 pays](#) concernant la marche à suivre pour mettre en œuvre les engagements de l'accord de Paris. *"À l'échelle de la planète, nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire pour respecter les engagements de l'accord de Paris"*, a estimé Brune Poirson, secrétaire

d'État à la Transition écologique et solidaire, invitée dimanche 16 décembre de franceinfo.

franceinfo : La lutte contre le réchauffement climatique ne va pas assez vite, pas assez loin, c'est ce qu'a [déclaré Laurent Fabius](#), l'ancien président de la COP21. Êtes-vous d'accord avec lui ?

Brune Poirson : Je suis tout à fait d'accord avec lui, c'est une réalité qu'on ne peut pas nier. À l'échelle de la planète, nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire pour respecter les engagements de l'accord de Paris. Néanmoins, à l'occasion de la COP24, il y a eu une bonne nouvelle : les pays du monde entier se sont mis d'accord sur les règles du jeu avec un manuel sur l'application de l'accord de Paris. Il faut garder bien en tête le contexte dans lequel s'est déroulé la COP24 : des pays comme les États-Unis, le Brésil, l'Arabie Saoudite, la Russie, le Koweït, sciemment, ne veulent pas plus d'ambitions et ne croient pas aux principes fondamentaux de l'accord de Paris. Ils ont d'ailleurs tenté de le détricoter.

Pourquoi les États ne sont-ils pas plus offensifs pour mettre en vigueur ces mesures ?

Je crois que sur le principe, avoir tous les États du monde entier qui se mettent d'accord sur un texte, c'est assez extraordinaire. Cela permet de maintenir l'esprit de l'accord de Paris, qui était menacé. C'est très compliqué car il y a des pays qui ne veulent pas les mêmes choses que d'autres, des pays moins avancés qui demandent beaucoup d'argent, des soutiens, car ils disent avoir des capacités moins grandes que d'autres pays pour appliquer l'accord de Paris. C'est donc là-dessus que nous devons nous mettre d'accord et négocier. Il reste énormément de travail à faire. En France, nous avons beaucoup œuvré lors de l'année qui vient de s'écouler pour qu'un groupe de pays particulièrement ambitieux se réunisse et essaie de tirer tous les autres. C'est la "High Ambition Coalition", qui a été adoptée à l'occasion de l'anniversaire de l'accord de Paris, qui a eu lieu le 12 décembre.

La présence des lobbies, les pressions politiques rendent l'accord assez compliqué... Avouez qu'on peut avoir des doutes, notamment quand on sait que la COP24 est organisée en Pologne, le premier pays producteur de charbon en Europe ?

C'est aussi un signe qu'il faut se pencher sur la question de la transition. Nous allons consacrer et donner 35 millions d'euros aux pays les moins avancés et à un fonds d'adaptation pour accélérer les mesures en faveur du climat. Chaque année, nous consacrerons cinq milliards d'euros à la lutte contre le changement climatique et en faveur de projets bons pour la planète à l'échelle internationale. J'ai de l'espoir.